



Prétendue nationalisation De 3 opérateurs mobile A quoi faut-il s'attendre ?



Le gouvernement veut "nettoyer" le marché de la téléphonie pour le redimensionner avec 4 grands opérateurs (Ph : Vincent Fournier/ JA)

Le 24 juin dernier, à travers un communiqué du conseil des ministres qui avait tout l'air d'un passage en force, le gouvernement ivoirien a justifié "la nationalisation" de trois opérateurs mobile. Une décision qui semble ne pas rencontrer l'assentiment des concernés. A quoi faut-il s'attendre dans ce bras de fer qui s'annonce ?D'une volonté de "fusionner" les trois opérateurs mobile défaillants du marché, le gouvernement est subtilement passé à la vitesse supérieure en décidant de prendre entièrement leur contrôle. C'est une nationalisation qui ne dit pas son nom, malgré les démentis du gouvernement. Mais là où le bât blesse, c'est la réaction des opérateurs qui jouent leur va-tout pour faire ombrage à la décision. C'est la Lettre du Continent qui a livré le lièvre. En effet, certains de ces opérateurs s'opposent au projet. C'est le cas du libyen GreenN qui serait prêt à rembourser sa dette vis-à-vis de l'Etat de Côte d'Ivoire. Pour rappel, le montant des créances que doivent les opérateurs Comium, GreenN et Café Mobile à l'Etat de Côte d'Ivoire en termes de taxes et droits de licence, s'élève à 91 milliards Fcfa dont 32,9 milliards F Cfa pour Comium qui est en redressement, 27,7 milliards pour Warid Telecom qui est en cours de liquidation, 21 milliards pour Café Mobile qui a cessé d'émettre depuis près d'une année, et 9 milliards pour Green. S'agissant de GreenN, filiale de la Libya Africa Investment Portfolio (LAIP), l'ambassade de la Libye en Côte d'Ivoire n'a pas perdu du temps pour monter au créneau. M. Emhemmed Shleback, chargé d'affaires de ladite ambassade aurait adressé dans le courant du mois

de juin une lettre de protestation au ministre Charles Diby Koffi, contre la tentative de nationalisation de GreenN. **Que cache le gouvernement ?** Il était prévisible que ce passage en force du gouvernement buterait sur le refus des chancelleries et holding des opérateurs Comium et GrennN. Que peut cacher l'empressement du gouvernement quand certains des opérateurs proposent un échéancier pour le remboursement de leurs créances ? A la vérité, l'Etat ne veut plus des opérateurs mobiles défaillants qui occupent à eux seuls 50% du spectre. « Il est inconcevable que des opérateurs de la téléphonie ne paient pas ce qu'ils doivent, alors que d'autres paient. Il est inadmissible que des opérateurs ne reversent pas des taxes recouvrées, alors que d'autres le font. Il est inconcevable que certains respectent leurs engagements et d'autres pas. Il est incompréhensible que 50% du spectre soit occupé par quatre opérateurs défaillants alors que les trois autres productifs n'occupent que les 50% restant. Ce qui crée un déséquilibre. Il y a donc un équilibre à faire dans l'intérêt de l'Etat », avait déclaré le ministre des PTIC, Koné Bruno. Pour ce faire, il fallait restructurer le marché en le dimensionnant avec 4 grands opérateurs. La stratégie semble payante puisque deux groupes internationaux sont très actifs pour pénétrer sur le marché local qui compte à ce jour plus de 20 millions d'abonnés. Il s'agit du nigérian Globacom de l'homme d'affaires Mike Adenuga et de l'indien Bharti Airtel. Un comité technique rattaché à la primature serait en pleine analyse des propositions des deux groupes internationaux. L'objectif du gouvernement, c'est de prendre des parts dans le capital du quatrième opérateur à hauteur des 91 milliards de créances qui lui est dû. Ce qui devrait représenter 49% du capital. Les 51% restants vont être concédés à un groupe international. A quoi faut-il s'attendre ? L'Etat, dans sa quête de renflouer ses caisses, va poursuivre son projet de "fusion" ou "nationalisation", c'est selon. Toutefois, selon des indiscretions, les enjeux économiques et diplomatiques pourraient offrir une nouvelle configuration du capital. Un capital morcelé qui verrait un groupe international solide être l'actionnaire majoritaire aux côtés de l'Etat. Quant aux trois opérateurs, la possibilité leur sera offerte d'acquiescer des parts dans la prochaine compagnie de téléphonie mobile, à condition d'entamer un

remboursement échelonné de leur créance, nous confie notre source. De fait, dans sa fermeté, le gouvernement semble laisser une place au dialogue. C'est ce qui découle de l'entretien accordé par Koné Bruno au magazine jeune Afrique. " Si l'une des sociétés nous envoie un investisseur avec une stratégie et un plan d'investissement solides, le gouvernement l'étudiera", a-t-il déclaré. Pour l'heure, la psychose s'est emparée des employés chez les trois opérateurs. "Notre avenir s'obscurcit de jours en jour" assène K.B.

BORGIA KOBRI